

MOHAMED CHAFIK MESBAH REVIENT SUR LES RELATIONS

«Un gentlemen agreement

Aucune analyse rétrospective n'a été consacrée à la visite de M. François Hollande en Algérie. Nous avons sollicité Mohamed Chafik Mesbah pour tirer les enseignements de cet événement qui reste, malgré tout, d'intérêt. Mohamed Chafik Mesbah, souhaitant prendre de la distance par rapport à la seule visite du président François Hollande, a préféré, plutôt, focaliser son attention sur la politique algérienne de la France.

Entretien réalisé par M. Charef

Le Soir d'Algérie : D'emblée, vous nous avez annoncé que vous ne vouliez pas être lié, pour cet entretien, par la seule visite de M. François Hollande en Algérie, visite dont vous minimisez, au demeurant, le bilan...

Mohamed Chafik Mesbah : En effet, cette visite, de mon point de vue, s'inscrit juste dans la continuité de la démarche suivie par la France en direction de l'Algérie, y compris sous la présidence de Sarkozy. Elle ne constitue pas une rupture annonciatrice d'un changement substantiel dans la politique algérienne de la France. Il faut remonter aux périodes du général de Gaulle puis du président François Mitterrand pour trouver des inflexions dans ce qu'il est convenu d'appeler «la politique algérienne de la France».

Quel contenu donnez-vous à cette «politique algérienne de la France» ?

Pour la période contemporaine, c'est, sans doute, le général de Gaulle qui a, le mieux, symbolisé cette politique. A son

Revenons, justement, à l'évaluation réservée que vous faites de la visite du président François Hollande en Algérie. Comment expliquez-vous que les deux présidents, algérien et français, se soient, eux, déclarés, pleinement, satisfaits ?

Ils sont dans leur rôle. Chacun des deux présidents dispose de sa feuille de route. La partie algérienne accorde des concessions en matière de transactions économiques et sur certaines questions diplomatiques et de défense. La partie française fait l'impasse sur le bilan des libertés politiques en Algérie et, subsequmment, sur l'avancée du pays vers la démocratie. Un gentlemen agreement, parfaitement observé par les deux parties.

Les accords conclus entre les deux pays et même la déclaration politique qu'ils ont signée ne trouvent pas grâce à vos yeux...

Ce n'est pas une critique dans l'absolu. Admettez que la déclaration politique qui a été signée est bien loin de refléter l'intensité qui doit caractériser l'impulsion



Abdelaziz Bouteflika.



François Hollande.

convaincues du bien-fondé de cette exigence afin que l'opinion publique en France adhère, pédagogiquement, à la démarche. Ainsi, un argumentaire incontestable, scientifiquement élaboré, aurait pu être opposé aux autorités françaises, voire les instances internationales, si elles venaient à être saisies. Il n'a rien été de tout cela. Après que presque tous les membres du gouvernement eurent battu démagogiquement le rappel de ce devoir de repentance, voilà que le ministre algérien des Affaires étrangères décrète que «l'Algérie officielle n'a pas de revendications sur cette question» !... Pourquoi voudriez-vous que M. François Hollande force le pas, par rapport à ses prédécesseurs ? De repentance, il n'y en aura point jusqu'à ce que les conditions politiques, psychologiques et scientifiques soient réunies, notamment au sein de la société française. Il faut un chef de l'Etat français audacieux avec une opinion publique déjà préparée à être réceptive. Nous sommes loin du compte.

Après l'irruption de la violence en Algérie au lendemain de l'interruption du processus électoral, la France a servi de déversoir à un terrorisme dont elle était ignorante. Pour y faire face, la coopération sécuritaire entre les deux pays a fonctionné. Malgré certains avatars, le bilan est, d'ailleurs, positif.

Ce n'est point la faute du président François Hollande qui agit en fonction de son tempérament et évolue selon son environnement. C'est à peine s'il faut lui reprocher son incursion discourtoise dans la mémoire profonde du peuple algérien lorsqu'il a proposé, quasiment, d'inscrire au panthéon national, Messali Hadj, un fondateur du mouvement national sans doute, mais un chef politique farouchement opposé au FLN.

Qu'en est-il, alors, des avancées sur le plan strictement économique ?

Tenons-nous en aux grands dossiers dont était en charge M. Raffarin, désigné, spécialement, à l'effet d'assainir le contentieux économique entre les deux pays. Les dossiers Renault, Aventis, Alstom et Total avancent, même si c'est à un rythme différent. Je me garderais bien de m'avancer sur un terrain que je ne maîtrise pas parfaitement. Au demeu-

rant, une opacité règne sur les conditions dans lesquelles ont été signés les accords relatifs à ces dossiers qui rend difficile l'approche objective. Certains de ces dossiers sont réglés selon une logique politique – c'est le cas, vraisemblablement, de Renault –, d'autres obéissent à des règles plus économiques et commerciales – c'est le cas, apparemment, de Total.

Vous pensez que l'équilibre des intérêts entre les deux parties est préservé et que les projets envisagés favorisent, réellement, un transfert de technologie au profit de l'Algérie ?

Du côté algérien, il faut noter qu'il manque une vision d'ensemble à propos de la coopération économique globale avec la France. Les observateurs ont pu relever que le ministère de l'Industrie et de la Promotion de l'investissement a engagé une réflexion macro-économique, plutôt bienvenue, sur la réorganisation des différentes branches d'acti-

retour au pouvoir, en 1958, il avait pris conscience que l'Algérie, colonie française, allait constituer «un boulet» pour la rédemption qu'il envisageait pour son pays. Il voulait, néanmoins, négocier, en position de force, l'indépendance de l'Algérie. C'est lui, incontestablement, qui a mis en œuvre le dispositif militaire le plus puissant pour réduire l'Armée de libération nationale. Il avait même envisagé, sans succès, d'introduire sur la scène politique une «troisième force» qui aurait ôté au Front de libération nationale sa légitimité. C'est l'irruption du peuple algérien dans le processus conduisant à l'indépendance nationale, à travers les mémorables manifestations populaires de 1960, qui a fait basculer, de manière irréversible, l'équilibre des forces.

L'indépendance de l'Algérie restaurée, le général de Gaulle a voulu engager une politique de coopération audacieuse qui devait constituer un modèle exemplaire de relations équilibrées entre le Nord et le Sud. Le général de Gaulle avait le charisme nécessaire, la légitimité suffisante et le pouvoir requis pour imposer sa propre politique algérienne. Les appareils de l'Etat et les lobbies politiques et économiques hostiles à cette politique devaient plier. Autrement, le général de Gaulle les faisait plier. Nous sommes dans un contexte totalement différent. Sans vouloir juger de la personnalité du président François Hollande, force est de constater qu'il n'est pas propulsé par un souffle aussi puissant que celui de son illustre prédécesseur. Avec les appareils et les lobbies, il doit plus composer qu'imposer.

audacieuse des relations entre les deux pays. Cette déclaration est loin d'avoir la force d'un pacte d'amitié. Les accords sont loin de représenter le projet ambitieux de coopération entre pays du Nord et pays du Sud avec, pour objectif, la mise en œuvre d'un modèle de relations mutuellement bénéfiques, c'est-à-dire parfaitement équilibrées. Mais, il faut réfléchir en contexte. Ni en Algérie, ni en France, les conditions ne sont encore réunies pour cette mutation qualitative des rapports entre les deux pays.

De manière plus précise, quels sont les domaines abordés lors de cette visite sans déboucher sur les progrès spectaculaires attendus ?

D'abord, le défi symbolique de la mémoire. Le président Abdelaziz Bouteflika avait soulevé le devoir de repentance que devait observer la France vis-à-vis du peuple algérien à la suite d'une colonisation particulièrement agressive et destructive. Il ne fait pas l'ombre d'un doute que le président algérien voulait faire de cette exigence morale un leitmotiv pour rassembler autour de lui l'opinion publique algérienne, sévère vis-à-vis de la France coloniale. Derrière ce calcul tactique, l'exigence morale n'en est pas moins présente. Certes, sur le plan méthodologique, il eût été préférable de laisser universitaires et chercheurs algériens, en symbiose avec la société civile, prospecter, de manière scientifique, les méandres, tous les méandres, de ce travail de mémoire indispensable. Bien mieux, cet effort intellectuel aurait pu trouver son prolongement auprès des élites françaises

tés industrielles en vue de leur impulsion à travers des partenariats appropriés. Pour le reste, ce sont des logiques purement sectorielles qui ont prévalu. Inversement, la partie française, tout en négociant de front tous les projets, n'a pas établi, pour autant, de liens de connexion entre eux. Il n'existe pas de substrat stratégique reliant entre elles les différentes démarches sectorielles. Vous aurez compris qu'une véritable coopération nécessite une vision globale qui relie entre elles les démarches sectorielles avec mise en évidence de l'objectif essentiel de la coopération avec la France.

Il faut, également, lever l'opacité qui entoure les accords conclus ou en négociation. L'anticipation stratégique est une garantie de bonne conception des projets. La transparence, c'est l'illustration d'une négociation où les intérêts de l'Algérie ne sont pas bradés.